

REGLEMENT INTERIEUR DU COLLEGE OLYMPE DE GOUGES

Numéros nationaux à connaître :	
119	Enfance en danger (enfant maltraité ou disparu)
3020	Lutte contre le harcèlement (écoute et prise en charge des élèves et des familles)
3018	Lutte contre le cyberharcèlement (écoute et prise en charge des élèves et des familles)
3114	Prévention du suicide

Les membres de la communauté éducative de l'E.P.L.E. Olympe de Gougues (Établissement Public Local d'Enseignement) comprennent les élèves, les personnels, les responsables légaux et les partenaires du Collège. Adopté par le Conseil d'Administration en date du 02 juillet 2019, et réactualisé en tant que de besoin, ce Règlement Intérieur est destiné à réguler la vie de l'établissement et les rapports entre ses différents acteurs. Il s'applique dans l'enceinte du Collège et aux proches abords (trottoirs et parkings), ainsi que lors des déplacements organisés par l'établissement ou les associations qui en dépendent. Il est conforme aux lois de la République française. Des organisations particulières, dérogatoires, pourront être mises en place pour répondre aux exigences du moment (règlementations Vigipirate, Covid par exemple).

PREAMBULE

Le service public d'enseignement s'appuie sur un certain nombre de valeurs : gratuité de l'enseignement, neutralité, laïcité ; travail, assiduité et ponctualité ; devoir de tolérance et de respect d'autrui dans sa personne et ses convictions, égalité des chances et de traitement entre filles et garçons, garantie de protection contre toute forme de violence psychologique, physique ou morale et devoir qui en découle pour chacun de n'user d'aucune violence. Le respect mutuel entre les adultes et les élèves, entre les élèves et entre les adultes, est un fondement de notre vie collective. L'établissement promeut une école inclusive et tous les droits et devoirs qui lui sont attachés. Cette école inclusive assure à tout élève en situation de handicap une scolarité de qualité prenant en compte leur singularité et leurs besoins éducatifs particuliers, en commençant par leur reconnaissance pleine et entière dans les effectifs de l'établissement. Tous les membres de la communauté éducative contribuent à leur mesure à la qualité du climat scolaire de l'établissement, les adultes à travers notamment leur exemplarité et les élèves en s'exerçant à leurs responsabilités de futurs citoyens.

1 - ACCES ET DEPLACEMENT DANS L'ETABLISSEMENT

- 1 – 1 Horaires d'ouverture** - Les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 07h45 à 18h00, et le mercredi de 07h45 à 12h30.
- 1 – 2 Horaires de cours** – Les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 08h05 à 17h00, les élèves disposant d'une pause en milieu de journée pour déjeuner, et de 08h05 à 12h05 le mercredi.
- 1 – 3 Modalités d'accès au Collège** – L'accès des élèves, des responsables légaux et des personnes extérieures au Collège, se fait uniquement par l'entrée principale, située au 1 rue de Saint-Exupéry. Conformément aux directives Vigipirate, notamment l'instruction du 12 avril 2017, tout adulte se présentant dans l'établissement doit se signaler à l'accueil avant de pouvoir accéder à l'établissement. Cette même instruction autorise la vérification des identités et un contrôle visuel des sacs. Le port du badge peut être exigé : il est alors remis en échange d'une pièce d'identité restituée au moment du départ. L'article R421-10 du Code de l'Education rappelle que le Chef d'établissement, en tant que responsable de l'Etat dans l'établissement, est le garant de la sécurité des personnes et des biens, de l'hygiène et la salubrité de l'établissement. L'article R421-12 du même code stipule notamment qu'il a toute autorité pour interdire l'accès à l'établissement à toute personne relevant de l'établissement ou non. Tout élève doit, quant à lui, pouvoir justifier à tout moment de son identité en présentant sa carte d'identité et de sortie à tout personnel de l'établissement qui lui en fait la demande.
- 1 – 4 Cohabitation des modes de transports** – Pour permettre une cohabitation harmonieuse des deux roues et des piétons, la circulation sur les trottoirs situés devant le Collège et dans les parkings deux-roues, se fait uniquement à pied. L'accès des parkings deux-roues est exclusivement réservé aux possesseurs de deux-roues. Ces parkings n'étant pas sous la surveillance des personnels de l'établissement, la responsabilité du Collège ne pourra être engagée en cas de dégradation ou de vol.
- Le parking situé devant l'entrée principale du Collège est dédié aux transports scolaires : il leur est donc strictement réservé de 07h40 à 08h15, de 11h45 à 12h30 le mercredi et de 16h45 à 17h30 les autres jours. Les responsables légaux peuvent utiliser soit le parking dépose-minute situé devant le Collège, soit le parking situé sur le côté de l'établissement (côté piscine) pour déposer leur enfant. En dehors des horaires mentionnés ci-dessus, un stationnement ponctuel pour prendre en charge un élève est possible.

1 – 5 Entrée des élèves - Les élèves, empruntant ou non les transports scolaires, entrent immédiatement dans l'établissement dès l'ouverture des portes. Pour des raisons de sécurité, les élèves ne doivent jamais stationner aux abords de l'établissement, que ce soit à leur arrivée au Collège ou lorsqu'ils le quittent.

Tout élève entrant au Collège doit être en possession de sa carte d'identité et de sortie qui seule permet de l'identifier et de vérifier son statut (externe, demi-pensionnaire utilisant ou non les transports scolaires, régime de sortie). Cette carte est gratuite et fournie à la rentrée. Le renouvellement de la carte sera facturé 5 €. Restant la propriété du Collège, elle doit être conservée avec soin et aucun signe ni inscription portés par l'élève ne doivent y apparaître.

1 – 6 Circulation des élèves - A leur arrivée au Collège et pendant les récréations, les élèves se tiennent sur la cour et peuvent utiliser les équipements sportifs mis à leur disposition dès lors qu'ils respectent ces équipements et les règles de sécurité. En cas de pluie ou de grand froid, les élèves peuvent être accueillis dans les bâtiments sur décision du Chef d'établissement, transmise aux élèves par la Vie scolaire.

Afin de fluidifier les déplacements des élèves, les élèves de 6^{ème} et 5^{ème} rejoignent directement leurs salles à chaque première sonnerie. Les élèves de 4^{ème} et 3^{ème} se rangent dans la cour sur les emplacements de leurs salles respectives et attendent dans le calme la prise en charge par un adulte. A chaque heure, l'accès aux salles d'Etudes se fait selon les directives de la Vie scolaire. L'accès au CDI se fait sous l'autorité du/de la professeur-e documentaliste ou de la Vie scolaire en son absence.

Pour d'évidentes raisons de sécurité, tous les déplacements au sein du Collège doivent s'effectuer dans l'ordre et le calme : il est interdit de courir dans toutes les zones de circulation. L'accès à ces zones de circulation lors des récréations et la pause méridienne, est interdit sauf décision de la Vie scolaire ou prise en charge par un adulte. Pour les mêmes raisons, les sacs et cartables doivent être rangés dans les casiers et / ou les porte - cartables prévus à cet effet. L'accès au porte-cartables ne sera possible que sur la pause méridienne ou pour déposer son sac d'EPS

Les élèves qui disposent d'un casier y ont accès le matin et 5 minutes avant la fin de chaque pause. L'élève à qui l'établissement attribue un casier, s'engage de fait à assurer la sécurité de son contenu par un cadenas, à ne pas le personnaliser, ne pas le dégrader, ne pas y stocker toutes denrées alimentaires et affaires de sport. L'établissement qui n'est pas responsable du contenu des casiers peut toutefois y avoir accès à tout moment, notamment pour des raisons de sécurité, les casiers restant sa propriété.

Afin d'améliorer la prise en charge des élèves, l'accès aux secrétariats et bureaux de la Direction est limité aux seules personnes concernées et donc non accompagnées. Chaque élève veillera à faire un usage raisonné de l'accès à l'Infirmierie, les bureaux de l'Assistant-e social-e et du/de la Psy-EN. L'accès à la salle des professeur-e-s n'est pas permis aux élèves sauf autorisation préalable d'un adulte. Enfin, l'accès et le fonctionnement du CDI sont organisés selon un règlement qui lui est propre. Ce document est porté à la connaissance de tous dès la rentrée scolaire.

A l'extérieur de l'établissement, l'accès aux installations sportives se fait seulement sous la seule responsabilité des enseignant-e-s d'EPS ou de la Vie scolaire. Les autres déplacements ponctuels d'élèves vers des sites extérieurs à l'établissement supposent l'accord préalable du Chef d'établissement qui met alors en place un encadrement adapté.

1 – 7 Sortie des élèves – La sortie des élèves ne se fait que sous le contrôle de la Vie scolaire et par le grand hall. Il est rappelé que les élèves ne doivent pas stationner aux abords de l'établissement. A 17h00, une organisation dérogatoire est mise en place pour les élèves pris en charge par un adulte (responsables légaux ou personnes autorisées par eux) : la sortie s'effectue sur le côté du bâtiment (côté piscine), le stationnement des véhicules y étant plus facile. Les élèves prenant les cars attendent quant à eux sur la cour l'appel de leur car. Aucune sortie anticipée ne sera autorisée si l'élève emprunte les transports scolaires, quel que soit son régime (cf page suivante).

Les textes régissant les collégiens interdisent une sortie entre deux cours. De même, tout demi-pensionnaire n'ayant plus de cours l'après-midi, ne peut quitter l'établissement qu'après son repas pris au Collège. Si un responsable légal souhaite une prise en charge anticipée, le repas reste dû. Pour toute situation particulière, prendre l'attache du Chef d'établissement.

Toute demande de modification de régime ou de statut en cours d'année doit être faite par écrit auprès du/de la Conseillère-er Principale d'Education.

Horaire d'arrivée des élèves	M1	M2	M3	M4	S0	S1	S2	S3
Lundi-Mardi-Jeudi-Vendredi	08h02	09h00	10h13	11h12	12h54	13h52	14h50	16h02
Mercredi	08h02	08h59	10h09	11h07				

	<input type="checkbox"/> REGIME 1	<input type="checkbox"/> REGIME 2 ⁽¹⁾
Présence de l'élève au Collège	Ext. : de 8h à son dernier cours du matin / du premier cours de l'après-midi à 17h DP : de 08h à 17h	Selon l'emploi du temps du jour y compris en cas d'absences imprévues de professeurs
Arrivée tardive ou sortie anticipée	La famille peut faire des autorisations de sortie <u>à l'année</u> en fonction de l'emploi du temps annuel de l'élève	L'élève peut arriver plus tard ou partir plus tôt, y compris en cas d'absences non prévues de professeurs <u>sans autorisation préalable</u> des parents
Situation inhabituelle	La famille doit autoriser <u>la veille</u> les entrées tardives ou les sorties anticipées <u>inhabituelles</u> (absence ponctuelle d'un professeur)	

⁽¹⁾ Les élèves demi-pensionnaires, quel que soit leur régime, **doivent déjeuner au self avant de sortir.**

2 - ORGANISATION DE LA VIE SCOLAIRE ET DES ETUDES

- 2 – 1 Surveillance des élèves** – En dehors des cours, elle est exercée principalement par le personnel de Vie scolaire. Mais tout adulte de l'établissement a le devoir de surveillance et d'intervention auprès des élèves dans l'établissement.
- 2 – 2 Absences des élèves** – L'établissement procède à l'appel des élèves à chaque heure et prévient les responsables légaux par tout moyen en cas d'absence imprévue. De leur côté, les responsables légaux doivent signaler toute absence le matin avant la fin de la première heure de cours, par téléphone. Les responsables légaux justifient l'absence par tout moyen écrit y compris numérique, au plus tard le jour du retour de l'élève. Le Collège se réserve la possibilité d'apprécier les motifs d'absence invoqués et d'en référer aux services de la Direction Académique au titre de l'obligation d'assiduité scolaire, notamment les absences pour motifs exceptionnels (raison familiale, activité extra-scolaire, ...) qui doivent être signalées par écrit et à l'avance au Chef d'établissement. Aucun élève n'est admis en cours sans justificatif de son absence passée. Après une absence ou toute exclusion de classe ou de l'établissement, un élève doit rattraper dans les plus brefs délais le travail et les cours manqués.
- 2 – 3 Retard des élèves** - Tout retard perturbe le fonctionnement normal de l'établissement. Les responsables légaux doivent prévenir l'établissement de tout retard (mail ou appel téléphonique). A son arrivée, l'élève se présente à la Vie scolaire qui reportera ce retard sur le carnet de liaison numérique. Au cours de la journée, les retards sont notés par les enseignants ou la Vie scolaire. Les retards répétés peuvent donner lieu à punition ou sanction. Aucun élève n'est admis en cours sans justificatif de son retard.
- 2 – 4 Etudes** - Elles se déroulent sous la surveillance d'un adulte. Ces temps doivent être calmes et permettre un travail individuel. Des espaces pour le travail de groupe sont mis à disposition des élèves à la hauteur des moyens humains disponibles.

3 - ORGANISATION DU SERVICE DE RESTAURATION

La prestation assurée par le service de restauration concerne exclusivement le déjeuner pendant toute la durée de l'année scolaire. Le Collège peut toutefois être amené à proposer une action pédagogique ponctuelle (ex : petit déjeuner).

- 3 – 1 Modalités d'accès au service de restauration** – Le service de Restauration est ouvert de 11h30 à 14h00 le lundi, mardi, jeudi et vendredi. A la fin du repas, chaque usager est appelé à trier ses déchets et débarrasser la vaisselle contenue sur son plateau. La demi-pension est un service rendu aux élèves et responsables légaux mais non obligatoire pour l'établissement. En cas de manquements graves ou répétés, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, une exclusion du service de restauration peut être prononcée par le Chef d'établissement.

Deux modalités d'accès à la demi-pension sont proposées : la reconnaissance biométrique du contour de la main ou l'utilisation d'une carte magnétique. La première modalité, attribuée par défaut, fait l'objet d'une note explicative et d'une acceptation écrite de la part d'un des responsables légaux de l'élève mineur. Les responsables légaux souhaitant un accès par carte magnétique recevront une carte gratuite et nominative pour l'ensemble de la scolarité de l'élève. Si la carte est perdue ou détériorée, elle est remplacée aux frais des responsables légaux selon un tarif voté par le Conseil d'Administration. Sur la collecte des données personnelles, voir l'alinéa 2 du point 5-4 du présent règlement.

Un comportement correct est exigé en restauration et il n'est pas permis de sortir de la nourriture du self. La consommation d'une collation simple (fruit, barre de céréales, ...) est autorisée lors des récréations sur la cour. En contrepartie, les élèves concernés s'engagent à déposer leurs déchets dans les poubelles.

3 – 2 Usagers et tarifs du service de restauration – Sont admis en restauration les élèves du Collège demi-pensionnaires (élèves obligatoirement inscrits sur un forfait complet de 4 jours de demi-pension), les élèves du Collège admis à manger ponctuellement (externes), des élèves extérieurs à l'établissement, les commensaux, des personnes extérieures invitées. L'élève externe, admis par le Chef d'établissement à déjeuner ponctuellement, doit s'acquitter du prix du repas individuel fixé chaque année en Conseil d'administration.

La demande de changement de régime, qui doit rester exceptionnel, est formulée par écrit au moins 10 jours avant la fin de chaque trimestre et est soumise à l'accord préalable du Chef d'établissement.

3 – 3 Modalités de paiement – Le montant annuel de la demi-pension calculé forfaitairement et approuvé par le Conseil d'Administration, est divisé en trois trimestres. Chaque début de trimestre, un avis aux familles est distribué en mains propres à l'élève. Cet avis doit être réglé dès réception par les responsables légaux. Le règlement se fait par chèque bancaire ou postal à l'ordre du régisseur du Collège Olympe de Gougues de Sainte-Pazanne, en espèces ou par virement bancaire. Les bourses nationales contribuent à la modulation du paiement. En ce qui concerne les élèves boursiers demi-pensionnaires, le montant de la bourse allouée servira en priorité à payer les frais d'hébergement.

Les responsables légaux qui rencontrent des difficultés financières doivent prendre contact avec l'Assistant-e social-e du Collège pour étudier leur situation en toute confidentialité. La Commission du Fonds social du Collège qui se réunit ensuite, dispose de moyens financiers alloués par le Département et l'Etat à cet effet.

Les remises d'ordre sont accordées de plein droit dans les cas suivants : changement de régime accordé par le Chef d'établissement, sortie ou voyage scolaires, stages, pratiques religieuses reconnues par le Ministère de l'Education Nationale, examen à l'extérieur de l'établissement, exclusion de l'établissement, fermeture du service d'hébergement ou du Collège, changement d'établissement, départ de l'élève, isolement COVID quelle qu'en soit la durée.

Elles peuvent être également accordées à la demande de la famille en cas d'absence de l'élève, pour des raisons médicales dûment constatées (certificat médical obligatoire), d'au moins 8 jours consécutifs ou dans le cas d'un suivi médical nécessitant au moins une absence par semaine sur une durée minimale de 8 semaines consécutives hors vacances scolaires sur présentation d'un justificatif du praticien. Pour les absences, la demande doit être formulée par la famille dès le retour de l'élève. Pour un suivi médical, la famille adressera une demande écrite au service de Gestion avant la mise en place du suivi. Le Chef d'établissement se réserve la possibilité d'apprécier toute autre situation à caractère exceptionnel.

Un élève atteint d'une allergie alimentaire ou suivant un régime alimentaire spécifique peut être admis à la demi-pension par le Chef d'établissement sous réserve d'un avis obligatoire du médecin scolaire, ou traitant en cas d'absence de médecin scolaire. La mise en place des conditions matérielles nécessaires à l'accueil de l'élève relève de l'établissement. Une fiche de suivi est insérée dans le Plan de maîtrise sanitaire de la restauration.

Dans le cas où l'établissement n'est pas en capacité de prévoir des menus spécifiques adaptés aux besoins avérés de l'élève, la recherche d'une solution pertinente sera mise en place conjointement avec la famille. Le Collège peut autoriser l'élève à consommer un panier repas. Dans ce cas, la famille assumera la pleine responsabilité de la fourniture et du conditionnement du repas. La chaîne du froid devra être strictement respectée.

4 – SORTIES ET VOYAGES SCOLAIRES

4 – 1 Les sorties et voyages scolaires sont régis par une Charte votée en Conseil d'Administration le 29 juin 2015 : elle figure sur le site E-lyco du Collège. Pour chaque action nécessitant une participation des responsables légaux, une information précise et préalable à un acte d'engagement est faite en leur direction. L'acte d'engagement une fois signé engage financièrement la famille, sauf situation exceptionnelle qui peut faire l'objet d'une assurance annulation par exemple. Des fonds sociaux peuvent être sollicités par les responsables légaux afin qu'aucun élève ne soit exclu d'une action pour des motifs financiers. La demande est à formuler auprès de l'Assistant-e social-e du Collège.

4 – 2 Pendant la durée de la sortie ou du voyage scolaire, le règlement intérieur de l'établissement continue de s'appliquer en totalité, sauf dérogation explicite accordée par les accompagnateurs-trices de manière ponctuelle et pour une activité précise, afin de tenir compte des conditions particulières de la sortie ou du voyage, dans le respect strict toutefois des lois et décrets en vigueur. Ainsi en est-il par exemple de l'usage ponctuel du téléphone portable des élèves, après accord des responsables légaux car

l'établissement décline toute responsabilité en cas de perte, vol ou casse d'objets personnels lors de ces sorties ou voyages.

Le caractère exceptionnel du contexte d'une sortie ou d'un voyage nécessite également certains aménagements concernant l'obligation de surveillance des élèves qui ne peut être directe et continue par exemple quand les élèves sont hébergés en famille ou sont en visite libre. Dans toutes ces situations déroatoires, des organisations et règles spécifiques sont présentées aux familles. L'acte d'engagement suppose de fait l'acceptation de ces organisations et règles spécifiques.

5 - L'EXERCICE DES DROITS ET OBLIGATIONS DES ELEVES

Conformément à la convention internationale relative aux droits de l'enfant (art 28), l'élève dispose d'un droit à l'éducation. En contrepartie de ce droit fondamental, l'élève doit respecter des obligations et adopter un comportement propice à la réussite de tous. Tous les adultes, personnels et responsables légaux, y contribuent à travers leur accompagnement et leur exemplarité.

5 - 1 Droits d'expression collective et de réunion - Les collégiens disposent de ces deux droits soit directement soit par l'intermédiaire de leurs délégués de classe. Ces droits s'exercent sur le temps scolaire, à la demande d'un délégué ou selon les modalités prévues par les instances comme le CVC (Conseil de Vie Collégienne) et après autorisation du Chef d'établissement. Un espace, physique ou numérique, est réservé aux élèves pour afficher tout document ayant reçu son autorisation préalable. Les élèves sont invités à participer à la vie de l'établissement et sollicités à travers des réunions régulières d'instances comme le CVC, le CESCE (Comité d'Education à la Santé, la Citoyenneté et à l'Environnement), l'assemblée des délégués, le Conseil d'Administration notamment.

5 - 2 Droit à la représentation - L'élection de deux délégués titulaires et deux suppléants par classe est organisée avant la 7^{ème} semaine qui suit la rentrée. Il est ensuite procédé à l'élection de deux délégués titulaires et deux suppléants pour siéger aux différentes instances de l'établissement prévues par la réglementation (Conseil d'administration, ...).

5 - 3 Droit au respect de sa personne et de son intégrité morale et physique – Les élèves doivent évoluer dans un cadre porteur de réussite scolaire et respectueux de leur personne. Une attention toute particulière est donc portée à toute forme d'atteinte à la personne (raillerie, intimidation, harcèlement, vol, violence verbale ou physique, ...). Tout manquement fera l'objet d'une réponse adaptée pouvant aller de la simple punition à l'exclusion définitive, voire le dépôt de plainte dans le cadre d'une procédure pénale à l'initiative des responsables légaux de l'élève ou de l'établissement lui-même. Ceci vaut aussi pour les personnels adultes victimes.

5 - 4 Droit à la protection de son image et de ses données personnelles - Toute personne, élève ou adulte, ayant un droit exclusif sur son image et l'utilisation qui en est faite, la fixation et la diffusion d'image d'une personne sans son autorisation ou celle de ses responsables légaux si elle est mineure, sont strictement interdites. Cette obligation qui vaut dans la vie courante est renforcée dans une enceinte scolaire ou lors de toute activité scolaire du fait de l'interdiction d'utiliser tout matériel électronique communicant (cf point 5-10). En cas de manquement à cet article, les élèves s'exposent à des punitions ou des sanctions, voire des poursuites pénales engagées par la victime majeure, ses responsables légaux si elle est mineure, ou l'établissement lui-même.

Dans ce domaine, les élèves s'engagent à respecter la charte de bonne utilisation du matériel numérique mis à disposition, réseau informatique et ENT, [charte figurant sur l'ENT du Collège.](#)

La collecte des données à caractère personnel effectué par l'établissement s'inscrit dans une mission d'intérêt public en conformité avec la réglementation dite RGPD (Règlement européen pour la protection des données). Conformément à la loi " informatique et libertés " du 6 janvier 1978 modifiée par la loi 2018-493 du 20 juin 2018 et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 sur la protection des données, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification de vos données ou encore de limitation du traitement. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant. Vous pouvez, sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, exercer vos droits en contactant le Chef d'établissement ou son secrétariat.

5 - 5 Mesures positives d'encouragement – L'établissement étant un lieu d'apprentissage de la citoyenneté, il y a lieu de mettre en valeur les comportements positifs au quotidien dans l'attitude ou le travail, les actions de civisme, d'implication dans le domaine de la citoyenneté et de la vie du Collège. L'évaluation de ces compétences civiques est prise en compte dans le Socle commun de connaissances, de compétences et de culture et pourra faire l'objet de valorisations spécifiques par l'établissement. Dans cet esprit, le Conseil de classe ou tout personnel d'Education peut encourager, complimenter ou féliciter un élève pour son travail et / ou son comportement.

L'exercice de droits implique le respect d'obligations, pour certaines communes à tous les citoyens et pour d'autres spécifiques aux élèves évoluant dans un établissement scolaire.

5 – 6 Obligation d'assiduité et évaluation- L'assiduité consiste à respecter les horaires, les programmes, à participer au travail scolaire, à effectuer le travail demandé et les évaluations. Un élève ne peut donc se dispenser d'assister à certains cours ni refuser d'étudier certaines parties du programme. Il doit en outre se présenter en cours avec toutes ses affaires (cahier, livre, matériel spécifique, tenue, ...) et en prendre soin, notamment pour le matériel mis à disposition par l'établissement (manuels, blouses, lunettes, ...). Une mise en garde écrite pointant un manquement dans le travail et/ou le comportement de l'élève peut être signifiée lors des conseils de classe.

De leur côté, les adultes favorisent cette obligation d'assiduité. Les personnels d'éducation contrôlent les absences et les retards en faisant l'appel à chaque heure de cours ou d'étude, sauf circonstances exceptionnelles rendant cet appel impossible. Cet acte est de la plus haute importance car tout élève présent ou non signalé absent est placé de fait sous la responsabilité professionnelle du personnel d'éducation. Les responsables légaux pour leur part veillent à l'assiduité de leur enfant, notamment en excluant strictement tout voyage ou déplacement à caractère privé sur le temps scolaire.

Les élèves sont informés des modalités d'évaluation, les respectent et ne peuvent s'y soustraire. En cas d'absence à une évaluation, une épreuve de rattrapage peut être organisée. En contrepartie, les évaluations sont effectuées sous la responsabilité pédagogique des professeurs et selon un rythme régulier. Les élèves et responsables légaux sont destinataires des bulletins pour chaque période d'évaluation. L'ENT du Collège permet en plus un suivi au quotidien.

5 – 7 Obligations vestimentaires et comportement – Les tenues des élèves doivent répondre aux impératifs de sécurité et aux règles communes d'hygiène. Dans tous les cas, l'élève se conforme aux consignes de l'adulte en cas de tenue inadaptée. Par exemple, lors de manipulations par les élèves de produits potentiellement dangereux, le port des matériels de protection (blouse, lunettes, gants, ...) est obligatoire. En EPS les familles veilleront ainsi à fournir à leur enfant pour toutes les activités autres que la natation : un short ou un survêtement, un tee-shirt et des baskets de sport (semelle renforcée obligatoire), un vêtement de pluie et un gilet réfléchissant pour le déplacement vers les installations. Pour la natation : un maillot de bain (short interdit), un bonnet de bain en silicone et une serviette de bain, éventuellement des lunettes. Les chaussures devront être lacées et serrées, les cheveux attachés et les bijoux retirés en début d'heure.

Pour favoriser un climat scolaire serein, les tenues vestimentaires doivent aussi s'adapter à des règles de savoir vivre et s'adapter au contexte du Collège, lieu d'apprentissage et de vie en société. Par mesure d'ordre intérieur, le Chef d'établissement a toute autorité pour exiger un changement de tenue ou refuser l'accès de l'établissement ou d'une partie de l'établissement à un élève dérogeant à ces règles. A ce titre, le port de la casquette ou de tout autre couvre-chef n'est pas autorisé dans les espaces couverts, ni sur la cour hors de période de pluie, grand froid ou fortes chaleurs. Dans tous les cas, tout élève doit pouvoir être identifiable à tout moment.

Conformément aux dispositions de l'article L. 141-5 du code de l'éducation, le port de signes ou de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit. Lorsqu'un élève méconnaît l'interdiction posée ci-dessus, le Chef d'établissement organise un dialogue avec cet élève avant l'engagement de toute procédure disciplinaire. Dans cet esprit, le principe de neutralité pose que toute forme de manifestation à caractère politique ou partisan, toute forme de prosélytisme allant à l'encontre des lois en vigueur, notamment celles régissant les mineurs, sont strictement interdites.

Les comportements amoureux sont respectables mais leur manifestation au sein du Collège est interdite.

5 - 8 Obligation de santé – Les élèves se soumettent aux examens de santé organisés par l'établissement. L'élève malade ou blessé est dirigé vers l'infirmerie. En l'absence de l'Infirmier-ière, l'enfant est remis à l'un de ses responsables légaux qui se doit de venir le chercher. Le Chef d'établissement appelle les secours pour diriger l'élève vers une structure de santé adaptée si la situation l'exige.

Un élève suivant un traitement doit déposer à l'infirmerie ses médicaments avec sa prescription médicale et l'autorisation de prise de traitement médical sur le temps scolaire signé par le responsable légal. Il ne peut prendre ses médicaments que sous le contrôle de l'Infirmier-ière ou d'une personne habilitée par le Chef d'établissement.

Les élèves peuvent se rendre à l'infirmerie durant les heures de présence de l'Infirmier-ière et en dehors des heures de cours. Néanmoins en cas de nécessité et de manière raisonnée, un élève pourra se rendre à l'infirmerie accompagné d'un-e camarade et d'un mot d'un adulte responsable (professeur, AED, encadrement). Les élèves doivent au préalable passer par la Vie scolaire pour s'assurer de la disponibilité de l'Infirmier-ière. Les élèves disposant d'un PAI (Projet d'Accueil Individualisé), d'une maladie chronique

(Asthme, Allergie, Diabète, ...) ou disposant d'une autorisation de prise de médicament sur le temps scolaire peuvent se rendre à l'infirmier, accompagnés, à tout moment.

Les inaptitudes à l'EPS

Les inaptitudes partielles ou totales, validées par un certificat médical, précisent les types d'activités ou d'efforts pour lesquels l'élève est provisoirement inapte, ainsi que la durée de validité de l'inaptitude. Ces inaptitudes partielles ou totales, ainsi que les inaptitudes ponctuelles notées par les responsables par écrit y compris numérique ne dispensent pas de fait l'élève d'être présent en cours. Le-la professeur-e jugera seul-e de la possibilité ou non d'intégrer l'élève au cours de manière adaptée.

- 5 – 9 Respect d'autrui et du cadre de vie** - La tolérance et le respect de l'autre sont des valeurs primordiales de notre communauté éducative. Cela se traduit par la politesse, une expression sans agressivité ni vulgarité, une attitude correcte et non choquante. De la même façon, le respect du matériel et de l'environnement interdit notamment de cracher, jeter des papiers ou tout autre objet au sol, dégrader tout mobilier et locaux mis à disposition. Toute dégradation volontaire ou involontaire commise par un élève ayant une incidence financière pour l'établissement sera facturée à sa famille. Aucun exeat (certificat de sortie) ne sera délivré à la famille tant que la totalité des sommes dues au Collège ne sera pas réglée.

Au-delà, de ces obligations, les élèves cherchent à favoriser un climat scolaire serein et un esprit d'entraide : les plus grands donnent l'exemple, notamment de la prudence, se montrent bienveillants et protecteurs à l'égard des plus jeunes. Les élèves sont responsables de l'environnement dans lequel ils évoluent et doivent le garantir (dénonciation de faits de harcèlement, geste de sécurité en cas de risque avéré, ...).

- 5 – 10 Objets et produits interdits** – L'introduction et la consommation de produits de type tabac, stupéfiants, boissons autres que l'eau sont expressément interdites. Il est de plus interdit de fumer dans l'enceinte et aux abords immédiats de l'établissement. Les mêmes dispositions s'appliquent à tout produit de type cigarette électronique.

Toute introduction et utilisation d'objets dangereux, quelle qu'en soit la nature, sont strictement prohibées. Ceci concerne également toute forme d'aérosols, Les déodorants en sticks sont autorisés. Pour des raisons évidentes de sécurité et de propreté des locaux, la consommation de sucettes et de chewing-gum est interdite au Collège. Ces interdictions valent également lors des activités proposées hors du Collège et lors des trajets vers les installations sportives notamment.

La loi 2018-698 du 3 août 2018 stipule que l'utilisation d'un téléphone mobile ou de tout autre équipement terminal de communications électroniques (écouteurs, casque, montre communicante, enceinte, ...) par un élève est interdite dans les écoles et les collèges, et ce pendant toute activité liée à l'enseignement qui se déroule à l'extérieur de leur enceinte, à l'exception des circonstances, notamment les usages pédagogiques, et des lieux dans lesquels le règlement intérieur l'autorise expressément. Ainsi, un adulte responsable pourra proposer à un élève d'utiliser un matériel communicant de l'établissement ou personnel dans des conditions particulières (sortie, voyage, absence de transport scolaire, situation d'urgence grave, ...) mais seulement sous réserve de l'accord préalable du responsable légal de l'élève s'il s'agit d'un équipement personnel. En dehors de ces cas, les matériels communicants, tout particulièrement les téléphones portables, sont rangés, éteints totalement (pas de mode " Avion ") et invisibles. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable aux équipements électroniques utilisés par des élèves présentant un handicap ou un trouble de santé invalidant.

La méconnaissance des règles fixées en application du présent article de loi peut entraîner la confiscation de l'appareil par un personnel de direction, d'enseignement, d'éducation ou de surveillance. Le règlement intérieur fixe les modalités de sa confiscation et de sa restitution. Ainsi, tout personnel adulte de l'établissement, peut, lui-même ou en faisant appel à l'un des personnels mentionnés ci-dessus, procéder à la confiscation du matériel interdit. Des punitions et sanctions prévues au règlement intérieur peuvent aussi être posées, notamment en cas de récidive. Le matériel confisqué est remis au Chef d'établissement ou l'un de ses représentants, et rendu à l'un des responsables légaux de l'élève selon des modalités arrêtées avec lui. Il est rappelé aux familles que tout élève a la possibilité de joindre sa famille à tout moment en cas de nécessité avérée et que de même, tout responsable légal a la possibilité de joindre à tout moment son enfant par l'intermédiaire de l'établissement.

Enfin, la possession ou le port d'objets de valeur (bijoux, objets précieux, stylos de marque...) sont fortement déconseillés dans l'enceinte de l'établissement ou dans les activités scolaires se déroulant à l'extérieur. La responsabilité de l'établissement ne pourra être engagée en cas de perte, vol, ou dégradation d'objets ou matériels personnels.

- 5 – 11 Obligations de sécurité** – Les élèves se conforment aux règles du code de la route. Les responsables légaux veillent à ce que tous les organes de sécurité obligatoires sur un deux-roues soient présents. Lors des trajets domicile – point de collecte par les cars, à pied ou en deux-roues en général, les élèves sont

particulièrement exposés aux accidents. Quand ils sont sous la responsabilité de l'établissement, ils portent obligatoirement un gilet jaune lors de tout déplacement.

Les élèves ont l'obligation de réaliser les exercices de sécurité obligatoires prévus par la réglementation sur les incendies et le Plan Particulier de Mise en Sûreté (PPMS) défini dans chaque établissement, en lien avec le plan Vigipirate notamment. En situation d'urgence, ils appliquent strictement les directives qui leur sont données. Le fait de porter atteinte aux installations de sécurité de l'établissement, en mettant en jeu ainsi la vie des personnes et l'intégrité des bâtiments et mobiliers, constitue une atteinte extrêmement grave impliquant une réponse adaptée.

6 - LA DISCIPLINE : SANCTIONS ET PUNITIONS

Les faits d'indiscipline, transgressions ou manquements mineurs au règlement intérieur, peuvent faire l'objet de punitions mises en place par tout personnel d'éducation en réponse immédiate. Les atteintes aux personnes et aux biens peuvent faire l'objet de sanctions arrêtées par le Chef d'établissement ou prononcées par le Conseil de discipline et / ou de saisine de la justice. Il est rappelé que sont strictement proscrits les violences verbales, les brimades, le harcèlement *, la dégradation des biens, les vols ou tentatives de vols, le bizutage, le racket, les violences physiques de toute sorte, dans l'établissement ou lors d'activités scolaires à l'extérieur de l'établissement.

6 – 1 Punitions scolaires – Elles peuvent être prononcées par tout personnel d'éducation. Les autres membres du personnel peuvent demander au Chef d'établissement de prendre une mesure à l'égard de tout élève ayant commis un acte répréhensible. Ces punitions sont rapportées à la Vie Scolaire, avant d'être portées à la connaissance des familles par tout moyen. Les punitions sont des mesures internes spécifiques à chaque établissement qui en établit la liste :

- Rappel à l'ordre
- Observation dans le carnet **numérique**
- Travail d'intérêt scolaire (exercice supplémentaire, ...)
- Excuse orale ou écrite
- Retenue sur le temps scolaire ou hors temps scolaire ⁽²⁾
- Eviction ponctuelle d'un cours à titre exceptionnel
- Mise à l'écart provisoire d'un lieu de vie collective sur le temps de vie scolaire ; refus provisoire de mise à disposition d'un matériel (casier, ...) ou d'un service (stockage d'un matériel privé, ...)
- Confiscation d'un matériel communicant ou électronique

⁽²⁾ Dans un souci de gradation et de proportionnalité de la punition, les retenues pourront être effectuées à tout moment de la journée sur le temps scolaire, mais également après la fin des cours entre 17h00 et 18h00. Les familles en seront informées suffisamment tôt pour prévoir les modalités de transport de l'élève si besoin à l'issue de la retenue.

Il est exclu des punitions : les lignes et les zéros, la baisse d'une note d'un devoir ou d'une évaluation de compétence en raison du comportement de l'élève. La punition est une mesure d'ordre intérieur et ne peut faire l'objet d'aucun recours devant un tribunal administratif. Le fait de refuser d'effectuer une punition peut entraîner une sanction disciplinaire.

6 – 2 Principes régissant les sanctions

- Principe de légalité de la sanction

Les sanctions sont arrêtées nationalement et sont donc identiques par leur nombre et leur échelle dans tous les établissements scolaires du second degré. Elles sont susceptibles de différents recours (recours gracieux auprès du Chef d'établissement, recours hiérarchique auprès de l'autorité académique, recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent).

- Principe du contradictoire

Il est toujours instauré un dialogue avec l'élève pour entendre ses raisons ou arguments. La sanction doit se fonder sur des rapports, des témoignages écrits ou oraux, des faits précis et concordants. La procédure contradictoire doit permettre à chacun de s'exprimer. Toute sanction doit être motivée, expliquée et notifiée par écrit à la famille préalablement avertie des recours existants.

- Principe de proportionnalité de la sanction

La sanction est toujours proportionnée aux manquements avérés. Elle doit avoir pour finalité de promouvoir une attitude responsable de l'élève en lui permettant de s'interroger sur sa conduite et d'éviter toute récidive.

- Principe d'individualisation de la sanction

Les sanctions et les punitions sont individuelles. La sanction doit toujours avoir pour but d'attribuer à l'élève la responsabilité de ses actes, de lui rappeler le sens et l'utilité des lois et règlements, les exigences de la vie en collectivité.

6 – 3 Sanctions disciplinaires - Elles relèvent du Chef d'établissement seul ou du conseil de Discipline. Il en existe six :

1/ Avertissement

2/ Blâme

3/ Mesure de responsabilisation ⁽³⁾

4/ Exclusion temporaire de la classe (huit jours au plus)

5/ Exclusion temporaire de l'établissement ou de l'un de ses services annexes (huit jours au plus)

6/ Exclusion définitive de l'établissement ou de l'un de ses services annexes (prononcée seulement par le Conseil de Discipline de l'établissement ou départemental).

Les sanctions 3 à 6 peuvent être assorties d'un sursis total ou partiel.

⁽³⁾ La mesure de responsabilisation consiste à participer en dehors des heures d'enseignement à des activités de solidarité, culturelles ou de formation à des fins éducatives (au maximum 20h). La mesure doit respecter la dignité de l'élève, ne pas l'exposer à un danger pour sa santé, demeurer en adéquation avec son âge et ses capacités et respecter les lois régissant le travail des mineurs. L'accord de l'élève, et de son responsable légal s'il est mineur, est recueilli dans le cas où la mesure a lieu à l'extérieur de l'établissement (association, collectivité, administration de l'Etat, groupement rassemblant des personnes publiques). En cas de refus, la mesure s'applique au sein de l'établissement. La mesure suppose l'engagement par écrit de l'élève à la réaliser. Elle peut être une mesure alternative aux sanctions 4 et 5. Si l'élève refuse ou ne respecte pas son engagement pris, la sanction initiale (4 ou 5) s'impose.

Le Chef d'établissement prendra toute mesure utile pour assurer la continuité des apprentissages ou de la formation des élèves exclus de manière temporaire de la classe ou de l'établissement, ou dans le cas d'une interdiction d'accès à l'établissement prononcée à titre conservatoire. De même, il prendra toute mesure utile lors de la réintégration d'un élève exclu temporairement pour des faits de violence.

Le Chef d'établissement est tenu d'engager une procédure disciplinaire dans les cas suivants :

- violence verbale d'un élève à l'égard d'un membre du personnel de l'établissement

- acte grave d'un élève à l'égard d'un membre du personnel ou d'un élève

De même, le Chef d'établissement est tenu de saisir le Conseil de discipline en cas de violence physique à l'encontre d'un membre du personnel de l'établissement.

Dans le cas d'une sanction posée par le Chef d'établissement seul, l'élève, et son responsable légal s'il est mineur, doivent être informés des faits qui lui sont reprochés. Il peut présenter dans un délai de deux jours ouvrables une défense écrite ou orale, accompagnée par la personne de son choix.

6 – 4 Instances - Le Chef d'établissement peut prononcer seul les cinq premières sanctions mentionnées à l'article 6-3 du présent règlement. Des manquements importants peuvent donner lieu à la réunion d'instances.

La Commission éducative se réunit pour les élèves dont le comportement est inadapté aux règles de vie de l'établissement. Elle vise une réponse éducative. Elle peut constituer une réponse alternative aux sanctions 4 et 5. Présidée par le Chef d'établissement ou son représentant, elle est réunie à son initiative au plus tôt dans les 3 jours qui suivent la date d'envoi de la convocation. Elle se compose de l'équipe de Direction, du/de la Conseiller-ère Principal-e d'Education, des professeur-e-s de la classe de l'élève, et associe en tant que de besoin toute personne susceptible de mieux faire appréhender la situation de l'élève. Au moins l'un des responsables légaux de l'élève et un représentant des parents d'élèves sont présents et entendus. Ses compétences sont conformes à celles définies dans les textes qui la régissent.

Le Conseil de discipline peut prononcer toute sanction mais est seul compétent pour prononcer la sanction d'exclusion définitive, assortie ou non d'un sursis total ou partiel. Le Chef d'établissement peut décider de délocaliser un conseil de discipline ou de saisir le Conseil de discipline départemental pour assurer la sérénité des débats.

6 – 5 Dispositifs alternatifs d'accompagnement

- Les mesures de prévention

Il s'agit de mesures visant à prévenir un acte répréhensible (exemple : objet dangereux retenu, ...), de la rédaction d'un engagement écrit de l'élève, la mise en place pour un élève décrocheur d'un tutorat par un adulte, ...

- Les mesures de réparation

Il peut s'agir de toute mesure à caractère éducatif qui permet à l'élève de réparer ses fautes ou les dégradations commises. Elle peut en cela venir se substituer à une punition. Elle n'a pas valeur de sanction et se distingue donc de la mesure de responsabilisation prévue dans l'échelle des sanctions. Toutefois comme elle, elle doit respecter la dignité de l'élève, ne pas l'exposer à un danger pour sa santé, demeurer en adéquation avec son âge et ses capacités et ne pas contrevenir aux lois régissant le travail des mineurs.

7 - RELATION AVEC LES FAMILLES

Tous les membres de la communauté scolaire s'attachent à entretenir un climat et des relations favorables à la réussite des élèves.

7 – 1 Informations en direction des familles - Les familles doivent pouvoir être contactées à tout moment, notamment en cas de survenue d'un accident ou si une prise en charge immédiate est nécessaire. Aussi les parents doivent-ils prévenir l'établissement de toute modification de leurs coordonnées personnelles ou professionnelles. L'établissement communique quant à lui en direction des familles essentiellement à travers les espaces numériques du Collège.

Si l'élève doit avoir en permanence avec lui sa carte d'identité et de sortie, les responsables légaux doivent consulter très régulièrement le carnet de liaison numérique et viser électroniquement les informations et observations des personnels de l'établissement. Ils veillent si besoin à ce que l'élève apporte sa carte d'identité et de sortie chaque jour au Collège.

Le Collège met à disposition des espaces numériques spécifiques permettant un suivi des élèves : cahier de texte électronique, résultats d'évaluation, informations diverses, ... En début d'année, chaque responsable reçoit des codes individuels, donnant un accès spécifique. En cas de difficulté de connexion, le secrétariat du Collège peut réinitialiser ces codes ou apporter une assistance technique.

7 – 2 Relations avec le Collège et ses personnels - Le secrétariat du Collège reçoit les demandes de rendez-vous adressées aux différents personnels de l'établissement. Celles concernant les professeurs passent par un courrier écrit, courriel ou la messagerie Pronote. De leur côté, les responsables légaux se rendent disponibles à l'invitation des professeurs ou d'autres personnels de l'établissement sur les temps d'ouverture de l'établissement. Des moments de rencontre à l'initiative du Collège (réunions parents-professeurs, réunion d'information sur l'orientation, ...), s'y ajoutent.

La qualité du dialogue parents – personnels de l'établissement passe par des échanges à chaque fois qu'ils paraissent nécessaires, la prise en compte de la parole de chacun (élève, responsable légal, personnel de l'établissement), le respect des responsabilités de chacun et du cadre réglementaire régissant le système éducatif et les établissements scolaires. Le devoir d'exemplarité, le respect des personnes et des procédures, s'impose à tous.

Les représentants légaux prennent connaissance du règlement intérieur de l'établissement dès l'inscription de leur enfant et le signent pour attester de cette prise de connaissance. Toutefois, l'inscription, par définition, vaut acceptation pleine et entière du règlement intérieur et des chartes qui lui sont liées.

7 – 3 Engagement des responsables légaux – Les responsables légaux peuvent s'investir au sein du Collège au-delà du suivi effectué auprès de leur enfant. Des élections ont lieu dans le cours du premier trimestre permettant ainsi une représentation de parents d'élèves aux différentes instances de l'établissement, comme les conseils de classe, ou bien encore le Conseil d'Administration qui organise l'établissement et décide des grandes orientations. Mais ils peuvent aussi s'investir dans des actions ponctuelles (forum des métiers, CESCE, ...).

8 - ASSOCIATIONS

Diverses associations fonctionnent au sein du Collège. Elles participent à leur manière à la promotion des objectifs éducatifs du Collège. Elles possèdent leur propre règlement de fonctionnement. Elles rendent compte de leurs activités en Conseil d'administration.

8 – 1 Association Sportive – Elle fonctionne dans le cadre de l'U.N.S.S. La participation aux activités proposées se fait sur la base du volontariat, sur inscription en début d'année, et suppose de s'acquitter d'une adhésion payante.

8 – 2 Foyer Socio Éducatif (FSE) – Il assure le fonctionnement d'activités périscolaires et contribue à l'ouverture culturelle. La participation aux activités proposées suppose de s'acquitter d'une adhésion payante mais facultative.

L'inscription dans l'établissement vaut de fait acceptation pleine et entière des règlements en vigueur dans l'établissement.

Modification du règlement intérieur ou d'une des chartes qui lui sont liées :

- (*Texte*)

Modification effective à compter du :

Je soussigné, (nom, prénom), responsable légal-e

Je soussigné (nom, prénom), élève

avons pris connaissance des textes suivants :

- Règlement intérieur de l'établissement
- Charte d'utilisation des matériels informatiques, d'internet et de l'espace numérique mis à disposition
- Charte des sorties et voyages scolaires

Signature de l'élève

Signature du ou des responsables légaux